

Art. 12. Si le médecin, chargé de l'examen d'office ou à la demande du chef de corps, estime que le milicien est définitivement inapte au service, le chef de corps soumet le cas à la commission militaire d'aptitude et de réforme.

Art. 13. Le médecin mentionné à l'article 12 doit appartenir aux cadres actifs et avoir le grade de médecin capitaine au moins.

Art. 14. Les modalités pratiques et les règles de détail relatives à l'absence pour motif de santé des miliciens seront précisées par le chef de l'état-major général dans un règlement.

Art. 15. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
G. COËME

Art. 12. Acht de geneesheer, die amtsshalve of op aanvraag van de korpscommandant met het onderzoek is belast, de dienstplichtige voor de dienst definitief ongeschikt, dan legt de korpscommandant het geval voor aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform.

Art. 13. De geneesheer waarvan sprake in artikel 12 moet tot de actieve kadérs behoren en minstens de graad van geneesheer-kapitein bezitten.

Art. 14. De praktische regels en de nadere voorschriften met betrekking tot de afwezigheid om gezondheidsredenen van dienstplichtigen worden door de chef van de generale staf nader omschreven in een reglement.

Art. 15. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
G. COËME

F. 91 — 243

24 DECEMBRE 1990. — Arrêté ministériel relatif à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1987 réglant l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 12 novembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}

De l'allocation pour prestations supplémentaires

Article 1^{er}. Une allocation pour prestations supplémentaires dont le montant est fixé à 5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour l'accomplissement, à la demande des autorités publiques, de tâches non militaires.

Art. 2. Une allocation dont le montant est fixé à 4/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

- 1^o la garde au quartier;
- 2^o le service de garde aux Palais royaux;
- 3^o le service de garde auprès des transports de munitions;
- 4^o le service de garde aux dépôts de munitions nucléaires;
- 5^o le service de garde aux centrales nucléaires;
- 6^o la mission de protection à l'aéroport de Zaventem;
- 7^o les prestations accomplies sur les lieux de l'accident, à la demande du service d'enquête sur les accidents d'aviation;
- 8^o la garde à bord d'un bâtiment de mer dans un port belge;
- 9^o la surveillance, organisée comme une garde, d'une installation militaire.

Art. 3. Une allocation dont le montant est fixé à 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

- 1^o le service de semaine ou de jour assuré par un adjudant, un sous-officier, un caporal, un ambulancier, un chauffeur ou une estafette;

N. 91 — 243

24 DECEMBER 1990. — Ministerieel besluit betreffende de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1987 tot regeling van de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het akkoord van Onze Minister voor Openbaar Ambt, gegeven op 12 november 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 12 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I

Over de toelage voor bijkomende prestaties

Artikel 1. Een toelage voor bijkomende prestaties, waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 5/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor het vervullen, op verzoek van de openbare overheden, van niet-militaire taken.

Art. 2. Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 4/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

- 1^o wacht in een kwartier;
- 2^o wachtdienst aan de Koninklijke Paleizen;
- 3^o wachtdienst bij een munitietransport;
- 4^o wachtdienst bij een depot voor kernwapenmunitie;
- 5^o wachtdienst aan kerncentrales;
- 6^o beveiligingsopdracht op de luchthaven van Zaventem;
- 7^o prestaties op de plaats van het ongeval verricht op verzoek van de onderzoeksdienst ongevallen met vliegtuigen;
- 8^o de wacht aan boord van een schip in een Belgische haven;
- 9^o de bewaking, georganiseerd zoals een wacht, van een militaire installatie.

Art. 3. Een toelae waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 3/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

- 1^o week- of dagdienst waargenomen door een adjudant, onderofficier, korporaal, ambulancier, chauffeur of estafette;

2° les permanences opérationnelles, territoriales et protocolaires, à l'exception de celles qui sont mentionnées à l'article 4, effectuées en exécution d'un tour de rôle;

3° la consigne pour l'accomplissement de tâches non militaires à la demande des autorités publiques et pour la protection des centrales nucléaires.

Art. 4. Une allocation dont le montant est fixé à 0,5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

1° le service de permanence et de piquet en exécution d'un tour de rôle et nécessitant la présence ininterrompue du militaire à son domicile ou dans sa chambre dans le quartier s'il est domicilié dans le quartier;

2° le service de semaine ou de jour d'un capitaine ou d'un officier de service, en exécution d'un tour de rôle.

CHAPITRE II

De l'allocation pour prestations assujettissantes

Art. 5. Une allocation de 5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures aux militaires qui participent, pendant une période ininterrompue de vingt-quatre heures au moins, aux manœuvres, exercices, périodes de camp et de tir, à l'exception des exercices et manœuvres qui sont effectués à bord d'un bâtiment de mer commissionné en mer ou dans un port étranger.

Art. 6. § 1er. Une allocation de 4/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures aux militaires qui participent aux manœuvres et aux exercices effectués en mer ou dans un port étranger à bord d'un bâtiment de mer commissionné, pendant une durée ininterrompue de vingt-quatre heures au moins.

§ 2. Une allocation de 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par vingt-quatre heures aux militaires pour les prestations qui couvrent une activité ininterrompue d'au moins dix heures dans les cas énumérés ci-après :

1° les travaux fournis par des unités du génie sur le chantier à l'exception de ceux effectués dans le cadre de l'instruction et l'entraînement;

2° les prestations accomplies au profit de la gendarmerie par l'aviation légère de la force terrestre et les prestations d'assistance médicale qui les accompagnent, fournies par le service médical;

3° le service en mer consistant en une aide ou une assistance sollicitée par une autorité publique.

§ 3. Une allocation de 3/1850 du traitement annuel brut peut être accordée, sur décision motivée, par période de vingt-quatre heures pour les permanences opérationnelles et territoriales qui sont effectuées en exécution d'un tour de rôle pendant une période ininterrompue de vingt-quatre heures au moins et qui sont liées aux fonctions auxquelles le militaire est affecté.

§ 4. Une allocation de 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par vingt-quatre heures aux militaires pour les prestations effectuées comme veilleur de nuit.

Art. 7. Une allocation de 0,5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour le service de permanence qui est lié aux fonctions du militaire mais qui nécessite pendant vingt-quatre heures au moins, sa présence ininterrompue à son domicile ou dans sa chambre dans le quartier s'il est domicilié dans le quartier, à l'exception des permanences visées à l'article 6, paragraphe 3.

CHAPITRE III. — Dispositions communes et finales

Art. 8. Lorsque des prestations supplémentaires visées à l'article 1er ou des prestations assujettissantes visées à l'article 5 sont accomplies, les périodes indivisibles de cinq heures qui subsistent après l'imputation des allocations dues par période de vingt-quatre heures, donnent droit à une allocation de 1/1850 du traitement annuel brut.

Lorsque des prestations visées à l'article 3, 3°, et à l'article 6, paragraphe 1er et paragraphe 2, sont accomplies, les périodes indivisibles de cinq heures qui subsistent après l'imputation des allocations dues par période de vingt-quatre heures, donnent droit à une allocation de 0,5/1850 du traitement annuel brut.

Art. 9. § 1er. La durée de la prestation est déterminée par l'heure de départ et l'heure de retour du militaire dans le quartier.

Si la prestation a lieu au quartier, la durée réelle est prise en considération.

§ 2. Pour déterminer la durée des prestations visées à l'article 2, 1°, à l'article 3, 2°, à l'article 4, 1°, à l'article 6, paragraphe 3, et à l'article 7, la tâche normale journalière qui précède immédiatement la prestation ou y est incluse, est ajouté pour le calcul de l'allocation.

2° operationele, teritoriale en protocolaire permanenties, met uitzondering van die welke vermeld worden in artikel 4, en die bij toerbeurt worden verricht;

3° consigne voor het vervullen van niet-militaire taken op verzoek van de openbare overheden en voor het beveiligen van kerncentrales.

Art. 4. Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 0,5/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

1° permanentie- en piketdienst bij toerbeurt, die vereist dat de militair zonder onderbreking thuis is of op zijn kamer in het kwartier indien hij in het kwartier gedomicilieerd is;

2° week- of dagdienst van een kapitein of officier met dienst, ter uitvoering van een toerbeurt.

HOOFDSTUK II

Over de toelage voor veeleisende prestaties

Art. 5. Een toelage van 5/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend aan de militairen die gedurende een ononderbroken periode van ten minste vierentwintig uur deelnemen aan manœuvres, oefeningen, kamp- en schietperiodes, met uitzondering van de oefeningen en manœuvres die op zee of in een buitenlandse haven worden gehouden aan boord van een gecommisionneerd zeeschip.

Art. 6. § 1. Een toelage van 4/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend aan de militairen die gedurende een ononderbroken periode van ten minste vierentwintig uur deelnemen aan manœuvres en oefeningen die op zee of in een buitenlandse haven worden gehouden aan boord van een gecommisionneerd zeeschip.

§ 2. Een toelage van 3/1850 van de brutojaarwedde wordt per vierentwintig uur aan de militairen toegekend voor de prestaties die een ononderbroken activiteit van ten minste tien uur omvatten voor de hierna opgenoemde gevallen :

1° werkzaamheden op het werkterrein verricht door genie-eenheden, met uitzondering van die welke in het kader van opleiding en training worden uitgevoerd;

2° prestaties die door het lichte vliegwezen van de landmacht ten behoeve van de rijkswacht worden geleverd en de daarbij horende prestaties van medische bijstand, geleverd door de medische dienst;

3° dienst op zee bestaande in hulp of bijstand die door een openbare overheid wordt ingeroepen.

§ 3. Een toelage van 3/1850 van de brutojaarwedde kan bij een gemotiveerde beslissing per etmaal worden toegekend voor de operationele en territoriale permanenties die bij toerbeurt gedurende een ononderbroken periode van ten minste vierentwintig uur worden verricht en samenhangen met de functie die de militair is opgedragen.

§ 4. Een toelage van 3/1850 van de bruto jaarwedde wordt per vierentwintig uur toegekend aan de militairen die prestaties verrichten als nachtwaker.

Art. 7. Een toelage van 0,5/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor de permanentiedienst die met de functie van militair samenhangt, maar vereist dat hij gedurende ten minste één etmaal zonder onderbreking thuis is of op zijn kamer in het kwartier, indien hij in het kwartier gedomicilieerd is, met uitzondering van de in artikel 6, paragraaf 3, bedoelde permanenties.

HOOFDSTUK III. — Gemeenschappelijke- en slotbepalingen

Art. 8. Wanneer bijkomende prestaties als bedoeld in artikel 1 of veeleisende prestaties als bedoeld in artikel 5, worden verricht, geven de ondeelbare periodes van vijf uur die overblijven nadat de per etmaal verschuldigde toelagen verrekend zijn, recht op een toelage van 1/1850 van de brutojaarwedde.

Wanneer prestaties als bedoeld in artikel 3, 3°, en in artikel 6, paragraaf 1 en paragraaf 2, worden verricht, geven de ondeelbare periodes van vijf uur die overblijven nadat de per etmaal verschuldigde toelagen verrekend zijn, recht op een toelage van 1/1850 van de brutojaarwedde.

Art. 9. § 1. De duur van de prestatie wordt bepaald door het uur waarop de militair het kwartier verlaat en dat waarop hij er terugkeert.

Heeft de prestatie plaats in het kwartier, dan wordt de werkelijke tijdsduur in aanmerking genomen.

§ 2. Voor het bepalen van de duur van de prestaties bedoeld in artikel 2, 1°, artikel 3, 2°, artikel 4, 1°, artikel 6, paragraaf 3, en artikel 7, wordt de gewone dagtaak die de prestatie onmiddellijk voorafgaat of er inbegrepen is, meegeteld voor de berekening van de toelage.

Art. 10. L'arrêté ministériel du 29 avril 1987 relatif à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1990.

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

G. COËME

Art. 10. Het ministerieel besluit van 29 april 1987 betreffende de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1990.

Brussel, 24 december 1990.

G. COËME

F. 91 — 244

24 DECEMBRE 1990. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif à l'exercice de l'emploi et aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 15;

Vu la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1989 relatif aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés ministériels des 29 avril 1987 et 1^{er} septembre 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif à l'exercice de l'emploi et aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical les mots « fixée aux articles 1^{er}, 2, 3 et 5, § 2, § 3, 1^o, 2^o, 3^o, § 4, 3^o, 4^o et § 5 ainsi qu'à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 avril 1987 réglant l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « fixé aux articles 1^{er}, 2, 3, 5, 6, § 1, § 2, 3^o, § 3 et 8 de l'arrêté ministériel du 24 décembre 1990 relatif à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical ».

Art. 2. Dans l'article 2, § 2 du même arrêté les mots « visées à l'article 5, § 2 et 5, § 3, 1^o, 2^o, 3^o » sont remplacés par les mots « visées aux articles 5 et 6, § 1^{er} ».

Art. 3. L'article 2, § 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les prestations de service de 24 heures prévues aux articles 2, 3 et 6, § 3 de l'arrêté ministériel précité qui prennent cours soit le samedi, soit le dimanche si elles se terminent un jour férié, soit un jour férié si elles se terminent le samedi ou un jour férié, sont imputées forfaitairement pour huit heures. »

Art. 4. Dans l'article 2, § 4 du même arrêté les mots « prévues à l'article 5, § 3, 4^o et § 4, 1^o » sont remplacés par les mots « prévues à l'article 6, § 2, 1^o et 2^o ».

Art. 5. Dans l'article 4, § 2 du même arrêté les mots « fixée à l'article 5, § 4, 2^o » sont remplacés par les mots « fixée à l'article 6, § 4 ».

Art. 6. Dans l'article 4, § 3 du même arrêté, dans le texte français, les mots « à l'article 3, 2^o à 3^o » sont remplacés par les mots « à l'article 3, 2^o à 5^o ».

Art. 7. Dans l'article 5, 1^o du même arrêté les mots « fixée aux articles 4 et 5, § 6 » sont remplacés par les mots « fixée aux articles 4 et 7 ».

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

G. COËME

N. 91 — 244

24 DECEMBER 1990. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de uitoefening van het ambt en de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en van de zeemacht en van de medische dienst

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid artikel 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 1989 betreffende de dienstprestaties van de militairen van de actieve kaders beneden de rang van officier van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 29 april 1987 en 1 september 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In het artikel 2, § 1 van het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de uitoefening van het ambt en de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en van de zeemacht en van de medische dienst worden de woorden « bepaald in de artikelen 1, 2, 3 en 5, § 2, § 3, 1^o, 2^o, 3^o, § 4, 3^o, 4^o en § 5 alsook in artikel 6 van het ministerieel besluit van 29 april 1987 houdende toekenning aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en de medische dienst van bijkomende toelagen » vervangen door de woorden « bepaald in de artikelen 1, 2, 3, 5, 6, § 1, § 2, 3^o, § 3 en 8 van het ministerieel besluit van 24 december 1990 betreffende de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst ».

Art. 2. In artikel 2, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « vervat in artikel 5, § 2 en 5, § 3, 1^o, 2^o, 3^o » vervangen door de woorden « vervat in artikelen 5 en 6, § 1 ».

Art. 3. Het artikel 2, § 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Voor de dienstprestaties van 24 uur voorzien in de artikelen 2, 3 en 6, § 3 van het voormeld ministerieel besluit die een aanvang nemen hetzij op zaterdag, hetzij op een zondag indien ze beëindigd worden op een feestdag, hetzij op een feestdag indien ze beëindigd worden op een zaterdag of op een feestdag, wordt forfaitair acht uur aangerekend. »

Art. 4. In artikel 2, § 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « voorzien in artikel 5, § 3, 4^o en § 4, 1^o » vervangen door de woorden « voorzien in artikel 6, § 2, 1^o en 2^o ».

Art. 5. In artikel 4, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « bepaald in het artikel 5, § 4, 2^o » vervangen door de woorden « bepaald in het artikel 6, § 4 ».

Art. 6. In artikel 4, § 3 van hetzelfde besluit worden in de Franstalige tekst de woorden « à l'article 3, 2^o à 3^o » vervangen door de woorden « à l'article 3, 2^o à 5^o ».

Art. 7. In artikel 5, 1^o van hetzelfde besluit worden de woorden « bepaald in artikelen 4 en 5, § 6 » vervangen door de woorden « bepaald in artikelen 4 en 7 ».

Brussel, 24 december 1990.

G. COËME